

Logiciel métier pour l'administration

[Document officiel](#)

Résumé IA :

“ Le service inclut l'intégration, l'installation et la configuration technique des logiciels, mais pas leur fourniture, la formation, la configuration fonctionnelle, ou le SAV. Les logiciels sont fournis par l'établissement ou l'académie et doivent être compatibles avec le système d'exploitation. Le DNE doit être impliqué dès le début pour étudier l'intégration. Les techniciens du DNE installent et configurent les logiciels, tandis que les prestataires sont responsables de leur bon fonctionnement. Les demandes de logiciels doivent être validées et soumises via SUMiT-RAHdF.

Le service

Comprend

- L'ingénierie d'intégration au SI, au besoin en association avec le prestataire,
- L'installation,
- La configuration technique d'intégration au SI,
- La participation à la configuration fonctionnelle suivant les préconisations fournies par l'établissement.

Ne comprend pas

- La fourniture du logiciel,
- La formation à l'usage du logiciel,
- La configuration fonctionnelle du logiciel,
- L'installation ou la gestion de logiciels sur des équipements spécifiques,
- Le SAV.

En détail

Les logiciels métiers administratifs, qu'ils soient installés sur un poste de travail ou sur l'infrastructure, **sont fournis par l'établissement ou l'académie** (fichier, support, numéro de licences ou clé d'activation, équipement spécifique lié, procédure ou préconisations d'installation du fournisseur, etc.). Les logiciels doivent être compatibles avec le système d'exploitation courant.

Dans le cas d'un nouveau logiciel devant être intégré au SI, voire d'un changement de version, **le DNE doit être associé dès l'origine du projet** afin d'étudier les contraintes d'intégration, voire la faisabilité. Cette phase d'étude peut nécessiter la participation de personnels compétents dans le domaine professionnel en lien avec l'outil à intégrer. Si l'outil peut intéresser plusieurs utilisateurs ou établissements, il peut être nécessaire de l'encapsuler pour le déployer via les outils de gestion de parc.

Si le logiciel relève d'un contrat de service, les techniciens du DNE prennent l'attache des services techniques du fournisseur pour étudier conjointement ses contraintes d'intégration au système d'information (SI). Aussi, l'établissement doit prévoir ces modalités au contrat de services souscrit.

Si l'applicatif est installé sur un serveur relevant de la responsabilité du DNE, **les ressources allouées sont définies et arrêtées lors de l'étude d'intégration**. Dès lors, **l'établissement doit s'assurer que son prestataire s'engage**, quant au niveau de service fourni, **sur cette base**. En aucune façon l'établissement pourra solliciter des ressources complémentaires du fait d'un niveau de service non conforme à ce qui était attendu. **De plus**, l'établissement doit explicitement préciser à son prestataire, qu'en cas de problème, **il lui appartient de prouver que les éventuels problèmes ne relèvent pas de son périmètre**. Pour éviter tout litige, il est préférable de disposer d'un service intégrant les ressources matérielles et logicielles garantissant, sous l'entière responsabilité du prestataire, le service attendu.

Les techniciens du DNE ont en charge l'installation et la configuration technique de l'applicatif dès lors qu'il relève de la responsabilité du DNE. **Si le logiciel relève d'un contrat de service, les techniciens** du DNE **accompagnent le prestataire** pour l'intégration de sa solution au S.I. de l'établissement. Le prestataire est pleinement responsable du bon fonctionnement de sa solution. **L'établissement doit** donc veiller à **souscrire à toute prestation de service nécessaire à l'installation et à la maintenance** de l'application. De même, toute évolution de l'infrastructure nécessitant l'intervention de son prestataire demeure à la charge de l'établissement.

Si un prestataire doit accéder à distance à ses outils, une étude de faisabilité sera réalisée, visant à définir et à mettre en œuvre les modalités d'accès. Dès lors, **le chef d'établissement doit formaliser une demande d'accès externe dérogatoire pour son prestataire**.

L'utilisateur doit pleinement maîtriser l'usage du logiciel lui permettant d'assurer les missions dévolues à son **métier**. Au besoin, il sollicite les formations adaptées auprès de son employeur et fait directement appel au service d'assistance du fournisseur si sa demande relève de l'usage métier de l'applicatif.

Conseil

Les différentes phases d'un projet d'intégration d'un nouveau logiciel au SI pouvant être relativement longues, il convient d'associer le DNE dès l'origine du projet.

Lorsqu'un applicatif relève d'un contrat de services, il est préférable de disposer d'un service intégrant les ressources matérielles et logicielles. Ainsi, le prestataire ne peut se défausser quant au niveau de service fourni par rapport au niveau contractualisé.

Procédure

Un travail de cohérence des types et des versions de logiciels permet de limiter les outils à gérer.

Dans un souci de cohérence des outils métiers utilisés pour la gestion de la vie du lycée, toute demande d'ajout ou de modification d'un logiciel doit être adressée, pour validation, au secrétaire général.

Une fois validées, les demandes d'installation se font via SUMiT-RAHdF

Plus d'infos

Le technicien de l'équipe mobile pourra vous indiquer si la procédure d'intégration d'un logiciel au SI est connue ou si une étude doit être engagée.

Révision #3

Créé 17 mai 2025 07:00:28 par Angelo

Mis à jour 18 mai 2025 18:53:35 par Angelo